

La lutte devint plus intense sous le gouvernement de Lord Dalhousie. Ce gouverneur, tout partial qu'il est, promet d'abord de faire disparaître les abus par trop criants. Mais Papineau et ses amis apprennent bientôt avec stupeur qu'à Westminster, on vient de proposer sans raison, sans justification et sans apparence de droit, le rappel de la constitution de 1791 et l'asservissement de notre race. Londres semble prête à sacrifier, aux intérêts des marchands anglais du Bas-Canada et des fonctionnaires irresponsables, les droits acquis et les libertés des Canadiens français dont la fidélité a encore une fois assuré le triomphe des armées anglaises en 1812, 1813 et 1814. En effet, pour la première fois en 1822, on réclame l'union du Haut et du Bas-Canada et la proscription de la langue française à la législature. Sans Labouchère, MacKintosh et Hume, ce bill, qui donnait une prépondérance énorme à la représentation de l'élément anglais aurait reçu la sanction royale. Suivant le mot d'un historien, "on déclarait le peuple déchu de son droit de vivre et l'on fixait froidement le jour de ses funérailles." (1) Papineau et Neilson s'embarquent pour l'Angleterre et vont remettre à Lord Bathurst, ministre des colonies, les protestations des Canadiens jointes à celles de 6,000 "free holders" du Haut-Canada qui s'opposent à ce projet néfaste pour nous.

Qu'on ne perde pas de vue que les Canadiens français en luttant ainsi contre le bureau colonial pour la conquête de libertés légitimes, n'étaient pas inspirés par une mesquine rivalité de races. A Québec, Neilson et Andrew Stuart reconnaissent Papineau comme leur chef. Le Haut-Canada, (2) le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse peuplés en majorité d'émigrants anglais et de loyalistes américains, réclament également des réformes constitutionnelles. Mais dans ces provinces les gouverneurs et les favoris du pouvoir ont moins d'audace et de fanatisme. Nous ne sommes là qu'une poignée, et la multiplication des berceaux français ne trouble pas encore leur sommeil.....

Westminster donne le coup de grâce au projet d'Union de 1822 et les marchands anglais de Québec et Montréal, qui ont intrigué à Downing Street, l'ensevelissent dans leurs cartons pour le sortir en 1840. A son retour, Papineau constate avec une indignation croissante que, durant son absence, Lord Dalhousie a persécuté les nôtres et que "la clique du château" est devenue plus arrogante que jamais. A bout de patience, Papineau engage la lutte avec une violence extrême et tonne contre les abus. Forcément, Lord Dalhousie doit bientôt avouer à la Chambre que le receveur Caldwell a converti la somme énorme de \$96,000 à son usage personnel. Bigot n'a jamais été plus coupable. A maintes reprises, le Conseil Exécutif a refusé d'optempérer au désir de la Chambre qui exige de

(1) L'abbé Groulx.

(2) Dans cette province, le parti qui, au début du dernier siècle, lutte contre "the Family Compact" fut appelé: "The Jacobins" par les partisans de l'oligarchie. Un de ses chefs, Jackson, était un gradué de Balliol College, Oxford.